

L'EAC "cherche à se donner bonne conscience" sur la crise au Burundi

Le Pays, 08 septembre 2016 Sommet sur la crise burundaise : L'EAC louvoie, Nkurunziza continue de massacrer Dar-es-Salam accueille le sommet extraordinaire des pays de la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC) sur la crise au Burundi les 08 et 09 septembre 2016. Cette rencontre a pour but de trouver une solution à la crise du refus de Pierre Nkurunziza de quitter le pouvoir à la fin de son dernier mandat égal. Comme à son habitude, le président burundais n'a pas fait le déplacement. Il faut dire que depuis la tentative de putsch qui a eu lieu alors qu'il s'ajournait en Tanzanie, Nkurunziza semble avoir banni les voyages à l'extérieur.

En tout cas, il n'a plus daigné participer physiquement à un sommet à l'extérieur du pays. « Chat chaud froid », dit la maxime. En effet, il craint certainement de perdre le pouvoir s'il sort du pays. Et si ce n'est pas une peur qu'il n'a pas de l'agitation, qu'il ne maîtrise plus rien, cela y ressemble fort. Un chef d'Etat qui se dit égoïste vivre sous la constante hantise de perdre son fauteuil. En faisant semblant de chercher une solution, chacun cherche à se donner bonne conscience. Ainsi, à toutes les instances de dialogue, Nkurunziza se contente d'envoyer des émissaires qui ne se font pas prier pour claquer la porte dès qu'ils sentent que les débats ne tournent pas en leur faveur. Si la communauté internationale, de façon générale, et les chefs d'Etat de l'EAC de façon particulière, se faisaient un tant soit peu, ce régime sanguinaire aurait cédé depuis longtemps. Mais, tous préfèrent se laisser tourner en bourrique, que de taper du poing sur la table. En tout état de cause, cette absence du chef burundais frise le manque de considération pour ses pairs qui tentent de trouver une issue à la crise. Du moins, ils en donnent l'impression. Seulement on ne peut s'empêcher de penser que ces sommets à répétition sont une constante fuite en avant. En faisant semblant de chercher une solution alors qu'il n'en est rien, chacun cherche à se donner bonne conscience. Mais, cette grande hypocrisie pourrait rattraper ses acteurs. En effet, si la crise s'internise, le nombre des réfugiés dans les pays voisins, ne fera qu'augmenter avec ce que cela comporte comme problèmes domestiques pour ces pays d'accueil. Cela obligera peut-être les dirigeants de ces pays à se réveiller et à durcir le ton avec le satrape Nkurunziza. Mais, on n'en est pas encore là. Car, hélas, pendant que l'EAC louvoie, Nkurunziza massacre. Le pasteur-président a aussi la tragique prouesse de transformer son pays en un gigantesque mouvoir à ciel ouvert. Pour peu qu'il soupçonne tout Burundais de vouloir contrarier son pouvoir, il le fait tuer. Il se fait le plaisir d'éliminer qui il veut, quand il le veut et comme il le veut. Tout cela, sous le regard quasi indifférent de la communauté internationale. Certes, parmi les chefs d'Etat de la sous-région EAC, le dictateur de Bujumbura n'a pas que des amis. Mais, ses détracteurs n'ont pas encore aussi le temps. D'ailleurs, ces chefs d'Etat qui lui sont hostiles, comme Paul Kagame du Rwanda, ne sont pas toujours non plus, des exemples en matière d'alternance au pouvoir. C'est dire combien ils ne peuvent pas donner de leçons de démocratie dictateur. Le Burundi ne représente pas un enjeu pour les grandes puissances. Ce faisant, ce sont les pauvres populations qui sont abandonnées à un bien triste sort. Pour ces populations massacrées au quotidien, meurtries dans leur corps et dans leur âme, ces sommets confinent à la moquerie. En effet, il est scandaleux de continuer à caresser dans le sens du poil, le dictateur. Sans vouloir donner l'impression de prôner un certain interventionnisme, il est évident que ce que fait la communauté internationale vis-à-vis des Burundais, n'est ni plus ni moins que de la laisser non-assister peuple en danger, ou plutôt à peuple en détresse. Quand elles l'ont voulu, les grandes puissances se sont toujours donné les moyens de dégommer des dirigeants plus puissants que Nkurunziza. Les exemples de Saddam Hussein et de Mouammar Kadhafi, pour ne citer qu'eux, sont assez éloquents en la matière. La vérité est que le Burundi ne représente pas un enjeu pour les grandes puissances. En effet, le degré d'implication de la communauté internationale dans la prévention ou la résolution d'une crise, est fortement fonction des intérêts des grandes puissances. Plus leurs intérêts sont immenses, plus ces puissances mettent en branle toute une batterie de mesures pour les préserver. Cela fait environ un an que les Burundais croupissent sous la férule de Nkurunziza. Les morts, personne ne peut en donner un chiffre exact aujourd'hui. Toutes les tentatives de résolution de la crise sont jusqu'à présent, restées vaines. Tout cela, parce que le régime de Bujumbura se fait un malin plaisir à contrer tout ce qui ne va pas dans le sens des lubies de son champion. Ce fut le cas lorsque l'Union africaine (UA) avait proposé de déployer des troupes au Burundi. Ce fut également le cas lorsque les Nations unies avaient proposé l'envoi de forces de police.